

AÏN DEFLA : PRISE EN CHARGE DU DIABÈTE

«Les médicaments ne font que retarder les complications»

Chaque année l'«épidémie» diabétique de type 2 (non insulino-dépendance) ne cesse de s'étendre, pas seulement à quelques pays mais à des continents entiers, touchant non seulement les personnes âgées mais de plus en plus de jeunes de tout âge, hommes et femmes.

Mal acceptée, mal gérée, mal suivie, la maladie finit par multiplier les facteurs de risque de développement de complications de maladies cardiovasculaires estimés de 2 à 5 chez le sujet atteint, diminuant ainsi l'espérance de vie de 10 ans en moyenne.

C'est le constat qu'a fait le corps médical hier lors de la Journée médico-chirurgicale organisée par l'Etablissement public hospitalier d'El Attaf à la maison de la culture de Aïn Defla et à laquelle ont pris part quelque 250 médecins généralistes, venus s'informer et se former au contact d'éminents spécialistes du CHU de Aïn Taya sous la houlette du Pr Biad, endocrinologue, qui a animé cette journée assisté des membres de son équipe de recherche.

Le Pr Biad a fait part des résultats de son enquête sur la prévalence du diabète de type 2 et qui a ciblé les communes de Aïn Taya, Heuraoua, El Marsa et Bordj-El-Bahri. Soit une population estimée à 140 000 habitants.

L'enquête qui a concerné 1 003 femmes et 508 hommes révèle une forte tendance à l'obésité pondérale (tour de



Photo : D.R.

taille) parmi lesquels 160 cas de diabète ont été dépistés, dont 15% sont des diabétiques qui s'ignorent. L'étude a fait ressortir que 25% de la population, un sujet sur 4, souffre d'obésité et un taux de prévalence du diabète de type 2 de 10,6%, bien supérieur au taux des pays de la rive sud de la Méditerranée puisque comparativement au Maroc, il est de l'ordre de 7 à 9%, de 8 à 10% en Tunisie. Le taux de prévalence de la maladie est le double de celui enregistré dans les pays du nord de la Méditerranée, entre 4 et 6% en Espagne et en France.

Il ressort aussi de l'étude qu'a dirigée le Pr Biad que la tendance à l'obésité est bien supérieure dans les pays du Moyen-

Orient et en Orient avec 13% au Liban, 14% en Egypte et 20% dans les pays du Golfe arabe.

Le déséquilibre nutritionnel et la sédentarité sont désignés comme les causes principales induisant l'obésité à même de générer un diabète, source de complications et de détérioration de la santé.

Selon les recherches entreprises de par le monde, indique le Dr Nibouche, l'hyperglycémie (taux élevé de sucre dans le sang) n'est pas la seule en cause dans le développement d'une néphropathie diabétique mais d'autres facteurs d'origine génétique ou ethnique viennent s'y greffer.

Il ressort de ces études que la pharmacopée, l'usage de médicaments, ne peut guérir le diabète quel que soit son type, 1 ou 2, elle ne fait que retarder, voire ralentir les maladies qu'il peut générer et leur complication et augmenter ainsi l'espérance de vie.

Par contre, s'accorde-t-on à dire, que la seule arme contre cette maladie qui touche de plus en plus de monde demeure la

prévention par la limitation des dispositions du sujet à développer un diabète. La véritable lutte contre ce fléau se situe donc en amont puisque la médecine, même avec ses développements, reste incapable de guérir le diabète. Pour cela, indique-t-on, il faut développer une autre stratégie à travers laquelle l'accent sera surtout mis sur la prévention par une meilleure hygiène nutritionnelle accompagnée d'exercices physiques épar-

gnant au sujet de ne pas développer cette maladie. C'est dans ce sens que s'inscrit l'intervention du Dr Mazouzi Hamoutène. Elle prescrit des mesures hygiéno-diététiques, à savoir des exercices physiques à raison de 30 m par jour pouvant conduire à une diminution pondérale conséquente. «Le bénéfice de la pratique de l'activité physique régulière est bien démontré à titre préventif et curatif pour le diabète et les affections cardiovasculaires», note l'intervenant. En ajoutant que «l'activité physique s'oppose donc point par point aux anomalies du syndrome métabolique».

Pour le Dr Mazouzi Hamoutène, un bilan annuel pour évaluer le retentissement de la maladie est nécessaire mais pas pour rechercher une quelconque contre-indication à la pratique de l'activité physique car, déclare-t-elle, elle n'existe pas, tout en faisant la différence entre des exercices physiques adaptés au sujet à ses moyens, à ses disponibilités et la pratique d'un sport. «Les exercices physiques réguliers et adaptés sont à la portée de tous et de toutes.»

L'activité physique intégrée à une prise en charge globale des autres facteurs de risque souvent associés est une arme thérapeutique efficace et indiscutable.

Karim O.

OPÉRATION COUP-DE-POING À AZZABA

100 personnes interpellées

Une opération coup-de-poing a été initiée jeudi par la sûreté de daïra d'Azzaba (de 6h à 20h). Elle a ciblé les points chauds de la ville, à savoir le marché de voitures, la SNTV, le site précaire de Graibissa et le «champ d'amour» en aval de l'hôpital. Une centaine d'interpellations a eu lieu.

Z. Z.

PROGRAMME DES 100 LOCAUX PAR COMMUNE
À SOUK-AHRAS

La désillusion

Sur les 2 600 locaux à usage professionnel accordés à la wilaya dans le cadre du précédent quinquennat, seuls 1 590 ont été attribués et à peine une centaine à l'échelle de la wilaya sont exploités par les attributaires.

L'opération mise en branle en 2004 n'arrive pas à décoller, provoquant ainsi l'ire des candidats à cet alléchant dispositif visant à absorber le chômage.

La politique de l'Etat concernant les 100 locaux par commune à Souk-Ahras, accessibles par le biais des dispositifs de création de micro-entreprises, s'est avérée être un coup d'épée dans l'eau.

L'opération est loin de susciter l'engouement des jeunes chômeurs et l'on s'est aperçu qu'en zone rurale la demande est pratiquement nulle, et qu'elle n'est véritablement consistante qu'au niveau des grandes

daïras. L'exiguïté des locaux en sus des sites d'implantation souvent éloignés des agglomérations compromettent le développement de la moindre activité ; d'ailleurs, plusieurs locaux abandonnés sont devenus des lieux de débauche.

Tous ces paramètres ont eu un impact négatif sur les chômeurs qui se sont résignés de guerre lasse à abandonner cette démarche.

Barour Yacine

CONSTRUCTIONS
ILLICITES À MOSTAGANEM
Le phénomène prend
de l'ampleur sur les plages

Le laisser-aller règne au niveau du littoral mostaganémois, surtout au niveau des plages de Petit Port et Aïn Brahim où l'on constate une prolifération de constructions illicites.

Les services compétents ont relevé pas moins de 35 cas de constructions illicites rien que dans la région du Dahra. Le plus grand nombre des cas est constaté à Petit Port (21 cas), tandis que sur la plage d'Aïn Brahim 14 cas sont recensés.

Des contrevenants ont acquis le terrain auprès des propriétaires privés ou détourné des parcelles à vocation agricole, le reste sur des assiettes foncières. Des «nantis», surtout des émigrés et des affairistes, ont profité de la permissivité des responsables et certaines villas ont été érigées sans permis de construire sur plusieurs étages. En dépit des interventions engagées par les services concernés contre les contrevenants, ce phénomène prend de l'ampleur dans la wilaya.

A. B.

RELIZANE
Un nourrisson abandonné
à Oued Rhiou

Des résidents de la cité populaire de haï El-Zenainia, dans la ville de Oued Rhiou, à 58 km de Relizane, ont découvert, il y a quelques jours, un nouveau-né à proximité de la cité, selon des sources généralement bien informées. Le nourrisson de sexe masculin, enveloppé dans des guenilles, a été aussitôt transporté vers l'établissement hospitalier public Ahmed-Francis où il se trouve sous surveillance médicale. Les éléments de la police judiciaire ont immédiatement ouvert une enquête.

A. Rahmane